



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Gouvernement français a fini par donner sa caution franche et catégorique au fait colonial imposé au Sahara Occidental. Ce pas qu'aucun autre Gouvernement français avant lui n'avait cru devoir franchir, le Gouvernement actuel l'a fait avec beaucoup de légèreté et une grande désinvolture, sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles.

En reconnaissant le plan d'autonomie marocain comme la seule base de règlement du conflit du Sahara Occidental dans le cadre de la prétendue souveraineté du Maroc, le Gouvernement français bafoue la légalité internationale, prend fait et cause pour la négation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, se démarque de tous les efforts patients et persévérants déployés par les Nations Unies à l'effet de parachever la décolonisation du Sahara Occidental et manifeste une abdication des responsabilités particulières qu'il doit assumer, en toutes circonstances, comme membre permanent du Conseil de Sécurité.

En conséquence, le Gouvernement algérien a décidé le retrait de son Ambassadeur auprès de la République française avec effet immédiat. La représentation diplomatique algérienne en France est désormais du ressort d'un chargé d'affaires.